



Syndicat Sud CT Région Occitanie
Syndicat-sudct@laregion.fr

Occitanie, le 18 juin 2024

LETTRE OUVERTE A L'ATTENTION DES AGENT.E.S DE LA REGION OCCITANIE : APPEL A REJOINDRE LA DYNAMIQUE DU « NOUVEAU FRONT POPULAIRE »

Mesdames et Messieurs les agent.e.s de la Région Occitanie, à nos collègues,

L'extrême droite est arrivée en tête dans les 13 départements d'Occitanie lors des élections européennes. Ce résultat ne nous surprend guère tant il reflète les échanges que nous avons avec bon nombre d'entre vous, qui nous font souvent part de ce qui fait l'un des terreaux du vote pour l'extrême droite :

- ♦ **Des déceptions individuelles :** espoir sans réponse concrète d'amélioration de sa situation individuelle, sentiment de ne pas être reconnu.e dans un travail qui se dégrade jour après jour, avec un salaire pas à la hauteur des efforts exigés, dans un sentiment de déclassement et d'injustice sociale...
- ♦ **Des déceptions collectives :** mépris des revendications syndicales au national et au sein de notre collectivité, passage en force de lois malgré les mobilisations, passage en force au national comme en local de décisions aux conséquences violentes malgré les alertes des organisations syndicales...

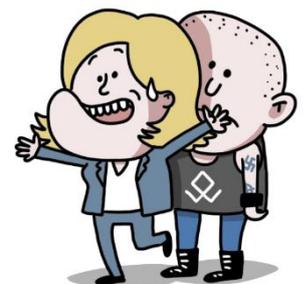
Dans ce contexte, le Président de la République a décidé de dissoudre l'Assemblée Nationale et de convoquer dans un temps très court de nouvelles élections législatives.

Le syndicat SUDCT Région Occitanie dans la lignée de la Fédération SUDCT, a donc décidé de se mobiliser pleinement pour que la France ne bascule pas sous un gouvernement d'extrême droite dès cet été. De nouvelles perspectives de progrès social s'ouvrent enfin à chacun.e d'entre nous, qui nous permettent de refuser de donner les clés de l'Etat à un parti raciste, homophobe, sexiste, anti-pauvre, qui prône la division, la haine de l'autre et ne rompra pas avec les réformes ultra libérales du Gouvernement Macron.

Comme en 1936 quand les français ont dû choisir entre « Hitler et le Front Populaire », mais dans un temps accéléré, le choix qui s'offre à nous dans une poignée de jours nous oblige à trancher entre deux options radicalement opposées :

♦ **Le choix du « Nouveau Front Populaire »**, qui porte un projet de progrès social, de rupture avec le néolibéralisme, de tolérance. Un projet enfin porteur d'espoirs de mieux vivre ensemble : la retraite à 60 ans, le retour d'un impôt juste, de l'impôt sur la fortune, le blocage des prix, la relance des salaires (augmentation du SMIC et du point d'indice) ...

♦ **Le choix de l'extrême droite**, qui porte un projet de société néolibéral identique à celui de Macron, mais en assumant son racisme, son sexisme, son homophobie, son rejet de l'autre, des pauvres, et du service public accessible à toutes et tous. Un projet qui sépare, qui fera de votre voisin.e, de votre collègue de travail, un.e paria.



En 1936, la victoire dans les urnes du Front Populaire et d'importantes grèves ont permis, entre deux guerres, d'obtenir des avancées sociales majeures : la semaine de 40 heures, les congés payés, et d'importantes avancées syndicales. **Nos rêves de 2024 ne sont pas fous :** la dynamique unitaire du « Nouveau Front Populaire » dépasse le seul terrain des urnes. **Ce « Nouveau Front Populaire » nous semble être la réponse politique et sociale portée par**

le mouvement social. Il s'exprime depuis dimanche 9 juin par des actions, initiatives et diverses mobilisations auxquelles notre syndicat a appelé et continue d'appeler à se joindre.

Dès le 10 juin, l'intersyndicale interprofessionnelle CFDT CGT FSU UNSA Solidaires a appelé à l'unité et fait part des premières revendications d'urgence pour les travailleur.euse.s :

- *Augmenter les salaires et les pensions*
- *Revenir sur la réforme des retraites et sur celles de l'assurance chômage*
- *Défendre nos services publics et en garantir l'accès à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire. Notre école, notre recherche, notre système de santé, de prise en charge de la dépendance, notre système de justice sont asphyxiés et ont besoin d'investissements massifs*
- *Mettre fin à la verticalité du pouvoir en commençant par restaurer la démocratie sociale à tous les niveaux, entreprise, branche, territoire et interprofessionnel*
- *Mettre en place des mesures de justice fiscale et notamment taxer les super profits, dividendes et rachats d'actions*
- *Instaurer enfin l'égalité salariale et éradiquer les violences sexistes et sexuelles*
- *Instaurer le droit à la régularisation pour tous les travailleurs et travailleuses étranger-es sur la base d'un certificat de travail*
- *Relocaliser et transformer notre industrie pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux en la protégeant du dumping social, fiscal et environnemental*
- *Créer de nouveaux droits pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs d'anticiper les transformations environnementales et de sécuriser leur emploi.*

Pour notre Fédération, cela doit se traduire concrètement, pour la population, notamment dans nos collectivités, par la mise en œuvre de mesures d'urgences pour restaurer nos services publics sur l'ensemble des territoires. Le « Nouveau Front Populaire » doit porter également des réponses aux attentes des agent-es territoriaux-les qui exercent quotidiennement leurs missions auprès des populations : *augmentation du SMIC, du point d'indice, des salaires et traitements, égalité professionnelle femme-homme, déprécarisation, recrutements massifs, réduction du temps de travail, réhabilitation du statut de la Fonction Publique, suppression de la rémunération au mérite, retraite à 60 ans avec 37 annuités et suppression de la décote, abolition de la loi de transformation de la Fonction Publique et des réformes de l'assurance chômage...*

En Région Occitanie, le syndicat SUDCT ne signe pas un chèque en blanc : les partis politiques qui se présentent sous l'étiquette du « Nouveau Front Populaire » doivent comprendre que nous serons très exigeants en cas de victoire, car ils et elles auront enfin les moyens de donner suite à nos revendications :

- *Des embauches massives à commencer par les contractuel.le.s, les contrats de projets, les apprenti.e.s, la mise en place d'un système de remplacement systématique des absent.e.s*
- *L'arrêt immédiat des grandes réorganisations des services et des directions, et la réintégration des missions régionales transférées aux satellites*
- *La reconnaissance des qualifications et des métiers et leur juste rémunération via une refonte des primes, et le renoncement à la mise en place de la prime au mérite*
- *L'augmentation à 100% des ratios d'avancement, et leur respect*
- *La révision des Lignes Directrices de Gestion sur les critères d'avancement et de promotion et la mise en place d'un avis transparent et motivé en cas de refus*
- *L'augmentation des moyens dédiés à la politique sociale (aides au logement, au transport, mutuelle) et de la subvention au COS*
- *L'amélioration du quotidien du travail : mise à disposition de véritables salles de pause et vestiaires, de parkings, d'une restauration collective administrative à Montpellier comme à Toulouse...*
- *L'amélioration des conditions de travail avec comme objectif général la baisse de la charge de travail et à terme, la baisse du temps de travail.*
- *Le renforcement de la prévention primaire pour que nous ne soyons plus malades à cause du travail*
- *Le soutien des agent.e.s placé.e.s sous une double autorité, et la révision de la convention Lycées-Région en intégrant les demandes des syndicats*
- *La mise en place réelle d'une politique d'égalité femmes-hommes, et la mise en place du congé menstruel et hormonal*
- *Le respect des prérogatives des instances paritaires, et la réelle prise en compte des alertes des représentant.e.s des personnels*

A la lecture de leurs votes au sein de l'Hémicycle régional, l'extrême droite n'est clairement pas la réponse aux problèmes que nous constatons toutes et tous en tant qu'agent.e.s de la Région Occitanie.

LES ELU.E.S D'EXTREME DROITE DU CONSEIL REGIONAL OCCITANIE ONT VOTE CONTRE

La convention CNFPT Région

Tous les tableaux des emplois, au prétexte que nous sommes trop nombreux.ses !

La lutte contre les discriminations, le racisme et l'antisémitisme

Le Conseil régional des jeunes, des actions éducatives envers la jeunesse, le logement des étudiants, les bourses régionales de mobilité étudiante

Des actions en faveur de la biodiversité, les mesures du plan d'actions Littoral 21, le développement des énergies renouvelables

Les vacances pour tous (aide aux enfants des familles les plus précaires pour partir en vacances)

Le soutien des écoles de la 2ème chance, les subventions en lien avec la lutte contre l'illettrisme, la formation des adultes relais

Le soutien de maisons d'édition indépendantes, aux radios associatives non commerciales

L'amélioration de l'accueil des bénéficiaires d'une protection internationale et des demandeurs d'asile

Un plan d'action contre les perturbateurs endocriniens

Les aides au fonctionnement des organisations syndicales de salarié.e.s

LES ELU.E.S D'EXTREME DROITE DU CONSEIL REGIONAL OCCITANIE SE SONT ABSTENU.E.S SUR :

L'extension du RIFSEEP aux agent.e.s des lycées et des CREPS et à la filière technique

Le règlement formation des agent.e.s de la Région Occitanie

La valorisation des véhicules du parc automobile, l'adhésion à la prévention routière

Le soutien aux associations de jeunesse et d'éducation populaire, ou encore d'éducation à l'environnement, l'usage du vélo du quotidien et le tourisme à vélo

La production de logements sociaux, l'aide au logement à vocation sociale

La prévention en santé des jeunes

La mise en œuvre de la clause sociale dans les marchés régionaux

La culture, les arts de la scène, le MRAC...

Les actions en faveur des réserves naturelles régionales

Des programmes d'insertion vers l'emploi, les contrats de ville

La convention cadre régionale pour l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif en Occitanie

Julien Sanchez (RN) déplore au détour d'un compte rendu que les dépenses de personnels augmentent « Il ne s'agit pas ici d'augmentation des agents, mais essentiellement de recrutements permanents à chaque séance, vous grossissez, vous grossissez... » et que « les conditions de travail des enseignants et des élèves dans les lycées restent déplorables dans de nombreux établissements. ». Pour l'extrême droite, il y a toujours trop de fonctionnaires. Et quand elle se soucie des conditions de travail, c'est en oubliant celles des agent.e.s de la collectivité dans laquelle ils et elles siègent ! Par pure démagogie, le RN a voté favorablement la prime de pouvoir d'achat (mesure très libérale qui a permis de ne pas augmenter les salaires), les tickets restaurants ou encore l'action sociale, autant de mesures qui permettent de ne pas payer davantage en salaire, et à termes, en retraite !

ALLIÉS DE FAIT : DANS 42% DES CAS, LE RN VOTE POUR LES TEXTES MACRONISTES À L'ASSEMBLÉE NATIONALE



L'extrême-droite, on sait déjà ce que ça donne : elle massacre les services publics en Argentine, elle supprime les aides sociales à tou.te.s les pauvres (y compris celles et ceux qui l'ont élue) en Italie, elle opprime et supprime toute opposition comme en Hongrie.

Au Parlement français, le RN vote les lois antisociales de MACRON : contre l'augmentation du SMIC à 1 500 €, contre l'indexation des salaires sur l'inflation, contre le blocage des prix des produits de première nécessité, contre la gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les plus modestes, contre le gel des prix des loyers, contre l'augmentation des hébergements d'urgence, contre la revalorisation des petites retraites, contre la taxation des yachts et jets privés, contre le recrutement de sapeurs-pompiers et la revalorisation de leurs salaires, contre un milliard d'euros

pour la lutte contre les violences faites aux femmes, contre l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe, contre la taxe sur les super profits... la liste est longue !

Au Parlement européen, ils et elles votent contre la réduction des inégalités, contre la création d'un Fond social européen pour le climat, censé profiter aux ménages les plus vulnérables frappés par le changement climatique, contre la résorption des écarts de salaires entre les femmes et les hommes ou encore contre la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique !

Et plus proche de nous, dans les villes qu'elle administre (Béziers, Perpignan, Beaucaire, Saint Gilles, Moissac...), les politiques mises en place appliquent la ligne nationale : anti-pauvres, racistes, intolérantes et libérales. Leurs priorités sont la privatisation, la délégation de service public (sans concertation et rapidement comme à Hénin Beaumont ou Perpignan), la communication et le tout sécuritaire (augmentation des effectifs de la Police Municipale, son armement, l'achat de véhicules...). Tout cela, sans aucune contrainte financière et au détriment des autres services (écoles, les Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS), la culture, les centres de loisirs...), des agent.e.s et des administré.es. Ainsi, la moitié des écoles de Beaucaire sont délabrées, les parents sont ciblés comme « profiteurs ». **Les politiques urbaines sont exclusivement en faveur des centres-villes, comme à Moissac, ou à Béziers qui a déployé la moitié**



des personnels de nettoyage sur l'hyper centre, les autres quartiers étant abandonnés (une seule équipe de 5-6 personnes sur le quartier populaire de la Devèze de 8500 habitants). Une pratique courante est également la suppression de subventions aux acteurs de solidarité (au secours populaire à Hayange et à Hénin-Beaumont), et l'orientation des subventions culturelles vers la tradition locale (Moissac).

A la violence des décisions politiques s'ajoute la violence de la gestion des personnels municipaux. A Beaucaire, les personnels sont déplacés au bon vouloir du maire. Il ne remplace plus et cherche à « tailler dans les dépenses salariales » : les agent.e.s n'ont pas le nécessaire pour travailler, pas d'EPI... La médecine du travail alerte depuis des mois sur l'état de stress des agent.e.s.

La Mairie de Béziers a supprimé 200 emplois sur 1600, et augmenté les effectifs de police municipale au détriment des autres services. Elle a imposé des restrictions budgétaires à la médiathèque et au CCAS.

Evidemment, les organisations syndicales sont prises pour cibles : nos camarades SUD de Hénin Beaumont ou Perpignan font l'objet d'attaques personnelles, y compris sur des réseaux sociaux. Le climat de terreur pousse au départ des syndicalistes, comme cela a été le cas depuis l'élection de Romain LOPEZ (RN) à Moissac. A Beaucaire, il n'y a plus de représentant.e.s des personnels, car ils démissionnent après avoir été tirés au sort faute de candidat.e.s syndicales.aux. Enfin, la ville de Béziers a fait de multiples tentatives pour expulser les syndicats de la Bourse du Travail.

Dans les collectivités aux mains de l'extrême droite, l'ambiance est malsaine : climat de délation, procès et procédures disciplinaires, intimidations, surveillance excessive et répression.

Les politiques qui y sont menées sont racistes et répressives, allant jusqu'à l'embauche d'identitaires comme à Beaucaire avec Damien Rieu (Génération Identitaire, fiché S) à la communication.

Les membres du syndicat SUDCT Région Occitanie appellent les agent.e.s de la Région à se joindre aux mobilisations contre l'extrême droite, qui est l'ennemie des travailleurs et travailleuses, des fonctionnaires, des femmes, et bien entendu des collègues, ami.e.s, voisin.e.s, élèves racisé.e.s.

Parce qu'une fenêtre de changement de modèle social s'ouvre enfin à la faveur de ces élections, nous vous invitons à rejoindre la dynamique du « Nouveau Front Populaire » sans oublier qu'en cas de victoire, il nous faudra toutes et tous nous retrouver pour définir, ensemble, ce que nous souhaitons améliorer au sein de notre propre collectivité.

En cas de défaite, ce courrier pourrait être le dernier car notre syndicalisme de lutte sera le premier à être réprimé.

**ILS SONT RACISTES, SINISTRES ET AUTORITAIRES,
SOYONS UNI.E.S, JOYEUX.SES, TOLERANT.E.S ET SOLIDAIRES !**

Les membres du syndicat SUDCT Région Occitanie